



**PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU
TO THE UNITED NATIONS**

**Discours prononcé par
Son Excellence M. Henrique Pereira ROSA
Président de la République de Guinée-Bissau**

**Devant L'Assemblée Générale
Des Nations Unies**

New York, le 23 de Septembre 2004

**Monsieur le Président,
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames, Messieurs,**

Voici trente ans, mon pays accédait à la souveraineté internationale. C'est en effet, le 17 Septembre 1974 que la jeune République de Guinée Bissau était admise en qualité de membre de plein droit à l'Organisation des Nations Unies.

Trois décennies c'est assurément peu dans la construction d'une nation. Mais c'est beaucoup, si l'on considère que, dans la plupart des pays d'Afrique dont le mien, l'espérance de vie ne dépasse pas cinquante ans.

Cette réalité amère donne la véritable mesure du temps écoulé et du chemin parcouru depuis que mon pays a recouvré son indépendance.

C'est donc, pour nous en Guinée Bissau, un moment important de réflexion, je dirais même d'introspection, compte — tenu des événements et des crises répétées auxquelles nous avons été confrontés récemment.

Monsieur le Président,

Je prends la parole devant cette auguste Assemblée en ma qualité de Président de Transition de la République de Guinée Bissau. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que c'est vous, Monsieur Ping, l'éminent Ministre d'Etat de la République Gabonaise, pays frère et ami, qui en présidez les travaux avec la compétence, l'expérience et les talents que chacun s'accorde à vous reconnaître.

Nous sommes venus à New York à recherche d'idées nouvelles d'action résolues et novatrices capables d'infléchir sur notre mode de penser et, d'incider positivement sur notre démarche commune pour créer un monde de paix, de liberté et de justice sociale pour tous les pays et peuples ici représentés.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt le Secrétaire Général M. Kofi Annan lors de sa brillante intervention il y a quelques jours à cette même tribune. Ses propos incitent à la méditation. Nous partageons, quant à nous sa vision du monde d'aujourd'hui et de demain. Nous apprécions surtout M. Le Secrétaire Général, votre dévouement et votre détermination à la tête de notre organisation dont le rôle irremplaçable s'affirme de plus, en plus dans tous les coins de notre planète.

Monsieur le Président,

Nous vivons dans un monde de contrastes, de déséquilibres de contradictions et d'inégalités de plus en plus frappantes.

Nous assistons d'une part à des progrès scientifiques et technologiques de plus en plus remarquables dont bénéficient abondamment certains pays, alors que, d'autre part, des centaines de millions d'êtres humains continuent à vivre dans la précarité, et à souffrir de malnutrition et de maladies endémiques.

Cette situation n'est pas seulement inhumaine et immorale. Elle est dangereuse. Elle contient tous les germes qui provoquent la frustration, le désespoir, alimentent la rancœur, la haine, et conduisent à des comportements irrationnels et à des actes qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales.

Monsieur le Président,

Combattre la pauvreté et les maladies endémiques telles que le VIH/SIDA dans le monde, ne signifie pas faire acte de bonté ou de charité. C'est le bon sens qui commande que, ensemble, nous nous mobilisions pour combattre ces fléaux.

Je me réjouis à cet égard de l'initiative de certains chefs d'Etat dont le Président Lula da Silva en particulier, consistant à rappeler à chacun ses

responsabilités dans la lutte pour l'éradication de la faim et de la misère dans un monde aussi interdépendant que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui. Il est essentiel en effet de comprendre qu'il y a urgence à agir, et à bien agir. N'attendons surtout pas que l'on nous soumette d'abord d'autres rapports, d'autres analyses aussi savantes et pertinentes soient-elles.

Des milliers de femmes, d'enfants en bas âge meurent tous les jours parce que un comprimé ou un vaccin leur fait défaut. Cela n'est pas juste. C'est immoral.

Monsieur le Président,

Nous devons conjuguer nos efforts en vue d'établir des rapports plus équitables entre nos états. Le commerce international doit être mieux régulé, de même que la globalisation et ses effets sur l'économie mondiale mieux maîtrisés, de manière à permettre une redistribution plus équitable des richesses du monde.

Plutôt que de les laisser subir les effets, de la mondialisation créons pour les pays sous-développés, les conditions nécessaires à leur insertion dans un processus dont le contrôle leur échappe totalement, et dont les dimensions sociales doivent faire l'objet de mesures spécifiques, afin d'en atténuer les contrecoups.

Désormais il n'échappe à personne que pour assurer la paix dans le monde, il faut promouvoir le développement des pays les plus pauvres, améliorer les conditions de vie des populations, en leur garantissant notamment l'accès à l'eau potable, à la santé, et à l'éducation, celle des filles, en particulier. Mais il faut surtout créer un environnement social et politique stable, susceptible de libérer les énergies créatrices de chacun et de favoriser la participation de tous les citoyens à la gestion des affaires de leur pays.

Il est nécessaire que les droits de chacun soient respectés, et que toutes les libertés prévues par la loi soient garanties sans entrave aucune.

L'état de droit doit être consolidé afin de permettre à chaque institution de pouvoir fonctionner proprement et efficacement. Je pense notamment à la justice qui doit être capable d'agir en toute indépendance dans le respect scrupuleux de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire.

Monsieur le Président,

La Guinée Bissau n'a pas échappé malheureusement au cycle de violence et de crises politiques qui semblent être devenues l'apanage des pays africains.

Notre pays a souffert récemment des conséquences désastreuses d'une politique économique mal adoptée aux besoins réels des populations.

Le conflit que nous avons vécu en 1998 en Guinée Bissau était évitable. Il a appauvri davantage un pays parmi les moins avancés, et où tout est à construire parce que rien n'a résisté à la destruction.

Nous sommes conscients de la gravité de la situation, et de la nécessité de conjuguer nos efforts en vue d'apporter les changements nécessaires que notre peuple est en droit d'attendre de ses dirigeants. Notre peuple a trop souffert, il a trop enduré. Nous devons lui redonner des raisons d'espérer.

Nous avons entamé avec succès un dialogue national basé sur le respect mutuel, et qui tient compte de l'intérêt national.

Nous avons instauré une nouvelle culture de la paix qui se fonde sur notre appartenance à un seul et même pays dans toutes ses diversités et richesses sociales et culturelles.

Nous avons décidé de faire de la démocratie une réalité intangible. Mais nous sommes conscients que la démocratie n'est pas facile à construire dans un pays pauvre, où le taux d'analphabétisme demeure encore élevé, et où les infrastructures de base manquent sévèrement.

Nous sommes cependant motivés par le courage de notre peuple et le soutien des autres pays africains, ceux de la CEDEAO (Communauté des états de l'Afrique de l'Ouest), UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine), CPLP (Communauté des Pays de Langue Portugaise) en particulier de l'Union Européenne et de la Chine, et du reste de la Communauté Internationale.

C'est ainsi que nous avons été capables d'organiser en Mars dernier des élections législatives justes et crédibles, et de mettre sur pied un nouveau parlement dont le rôle est fondamental en toute démocratie.

Nous envisageons d'organiser aussi des élections présidentielles en avril 2005, comme convenu dans la Charte de Transition, permettant ainsi le retour à l'ordre constitutionnel.

Monsieur le Président,

La Guinée Bissau a besoin de l'aide de la Communauté Internationale pour relever les nombreux défis auxquels elle est confrontée.

Cette aide est urgente. Nous avons mis sur pied des mécanismes de contrôle rigoureux des recettes et des dépenses de l'Etat, et créer, avec l'aide du PNUD notamment, et des institutions de Bretton Wood, toutes les conditions d'une gestion transparente des biens publics, ce qui nous permet de combattre la corruption.

Afin de nous permettre de relancer rapidement notre économie, il est prévu une table ronde qui sera organisée dans la deuxième quinzaine de décembre. Nous comptons à cet égard, avec votre présence et votre participation et votre solidarité.

Je tiens également aussi à redire toute notre appréciation aux membres du Conseil de Sécurité qui se sont rendus en juin dernier en Guinée Bissau pour leur intérêt et leur soutien constants.

S'agissant de cet organe important des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la Guinée Bissau espère voir renforcer le rôle du Conseil de Sécurité dans une composition élargie qui reflète l'état actuel des relations internationales.

Je voudrais adresser nos remerciements à l'Inde, au Brésil et à l'Afrique du Sud pour l'initiative IBAS qu'ils viennent de lancer pour combattre la pauvreté et la faim, et dont un projet pilote a été initié en Guinée Bissau.

Le groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC pour la Guinée Bissau s'est avéré, un instrument indispensable grâce à son engagement et son action dynamique en vue de promouvoir un dialogue constructif entre la Guinée Bissau et ses partenaires au développement dont la Banque Mondiale et le FMI. J'aimerais, du haut de cette tribune leur renouveler notre gratitude.

Monsieur le Président,

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement

Monsieur le Secrétariat Général

Mesdames, Messieurs,

L'humanité est une et indivisible. Les hommes et femmes qui peuplent notre planète partagent les mêmes aspirations à la paix et au bien-être.

Chaque individu, à quelque continent qu'il appartienne éprouvent les mêmes sentiments de frustration devant l'injustice, l'impunité et les violations des droits de la personne humaine.

Il n'y a pas d'enfant qui ne ressente le besoin d'être aimé et protégé par ses parents, et qui n'aspire à s'épanouir dans un foyer où règnent paix et amour.

Aucun enfant ne doit être forcé à combattre ou être victime des groupes armés qui abusent de leur innocence.

Mais comment pouvons-nous protéger l'enfant, si rien n'est fait pour garantir le respect des droits de la femme, et assurer une éducation adéquate à la jeune fille ?

Comment pouvons-nous empêcher que la mère et l'enfant qu'elle met au monde ne soient victimes de maladies endémiques telles que le VIH /SIDA, la tuberculose et la malaria, alors que la plupart des pays pauvres sont incapables de leur assurer des soins primaires ?

Le monde de demain se construit aujourd'hui, grâce à une prise de conscience des véritables enjeux qui interpellent tous les peuples.

Dans ce village planétaire dans lequel nous vivons, avec ses avantages et ses inconvénients, notre condition humaine doit être le dénominateur commun autour duquel doivent se fédérer toutes les bonnes volontés pour rendre notre monde plus juste, plus tolérante et solidaire.

Qu'il s'agisse des crises en Afrique ou au Moyen Orient, de la lutte contre le terrorisme, qui requiert la mobilisation de tous, la même détermination doit nous animer dans la quête de solutions consensuelles durables.

Monsieur le Président,

Les peuples que nous représentons attendent de nous des actes concrets.

Il forment l'espoir que nous serons capables de surmonter nos divergences et de conjuguer nos efforts en vue de répondre à leurs besoins les plus urgents.

Beaucoup d'initiatives louables tendant à éradiquer la faim, la pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme sont en cours de réalisation.

Il convient d'y associer aussi les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, en un mot, toutes les bonnes volontés .

Monsieur le Président,

Les nations du monde ont en partage cette planète Terre sur laquelle nous vivons, et qu'il nous appartient de protéger afin d'assurer à nos enfants, et à leurs propres descendants les conditions d'une vie saine et décente.

Mais la protection de l'environnement seule ne suffit pas. Il faut aussi un climat de paix dans le monde qui n'est pas possible instaurer sans la contribution de chaque état membre à l'effort collectif tendant à privilégier le dialogue et la concertation, et à faire prévaloir la primauté du droit dans les relations internationales.

Aucun de nos peuples respectifs ne serait capable de vivre isolé dans une sorte d'autarcie à une époque où l'interdépendance de l'économie mondiale est une réalité incontournable.

Sachons, M. le Président, tirer profit des ressources du globe sans abuser des écosystèmes, car l'avenir de notre planète dépendra de notre capacité à tenir compte de l'intérêt collectif.

Sachons faire preuve d'humanisme et de solidarité chaque fois que les plus

démunis sont confrontés à des calamités et autres catastrophes naturelles telles que celles qui viennent de frapper si sévèrement Haïti, la République Dominicaine et d'autres pays des Caraïbes.

Sachons enfin, Monsieur le Président, saisir dans son vrai sens, et sa véritable dimension, la force spirituelle qui habite chaque être humain et vers laquelle, dans les moments de doute ou de découragement, nous devons nous tourner pour nous inspirer et trouver la volonté et l'énergie nécessaires pour vaincre les défis auxquels nous sommes confrontés.